



## Colloque

# Jeunesse(s), Engagement(s), Association(s) et Participation(s)

FIGEAC, 4 et 5 juin 2015

Atelier E2 : Nouvelles tendances ?

## QUAND LES ÉTUDIANTS SE METTENT AU VERT : LES PRATIQUES CITOYENNES DE CONSOMMATION COMME AFFIRMATION D'UNE APPARTENANCE SOCIALE

**Gabriel MONTRIEUX**

Laboratoire Triangle – UMR 5206, Université Lyon 2 / ENS Lyon

Contact : [gabriel.montrieux@ens-lyon.fr](mailto:gabriel.montrieux@ens-lyon.fr)

Face au constat généralisé d'une délégitimation progressive de la démocratie représentative, les initiatives écocitoyennes tendent à organiser un pouvoir citoyen recourant aux modes de vie comme terrain de lutte politique et de résistance « au quotidien ». Ainsi, la consommation citoyenne, notamment au travers du déploiement rapide des circuits-courts, semblerait traduire la production d'une critique efficace et durable de l'organisation économique capitaliste [1 ; 2]. Alors que certains ont pu parler d'un reflux de l'écologisme chez les jeunes [3], les causes écologistes semblent aujourd'hui suivre un net rajeunissement [4], comme en témoigne, dans le domaine de la consommation citoyenne, la multiplication au sein des universités des systèmes de circuits-courts ou des jardins partagés, des associations de végétariens, de freeganisme, etc. Cette population étudiante s'emparerait ainsi, en tant que groupe de « consom'acteurs », de nouvelles formes d'expression et d'engagement au travers de pratiques de consommation collaboratives, participatives et citoyennes. Les modes de vie et pratiques quotidiennes de consommation deviendraient alors « le théâtre d'action infra-politique d'un type nouveau » [5], posant ainsi la question de l'articulation entre pratiques individuelles et enjeux collectifs. Au regard de la rapide diffusion des pratiques écocitoyennes alimentaires, l'analyse de leurs significations en terme d'engagement politique ne peut se limiter aux prises de position et déclarations d'intention dont se revendiquent les promoteurs de ces pratiques [6]. Celles-ci pouvant renvoyer à des dimensions plurielles (écologiques, sociales, sanitaires, gustatives, etc.), le sens réellement accordé par les participants à leurs pratiques reste peu défini, en particulier en ce qui concerne les participants distanciés ou intermittents [7]. De la même manière, il est désormais impossible de balayer les critiques consistantes adressées au « durable » et à ses opérations de « neutralisation de la conflictualité » pouvant aboutir à une liquidation des revendications politiques, ou, au contraire, celles concernant l'imposition d'une norme, notamment néo-hygiéniste, à l'endroit des pratiques écologiques [8 ; 9 ; 10].

Alors que se formule et se reformule en un processus continu la question des métamorphoses progressives de l'engagement, l'Université peut être envisagée comme le laboratoire des recompositions de ces engagements [11]. Ainsi, pour les étudiants, leur passage à l'université marque un moment clef de leur socialisation en terme de retraduction ou d'activation de leur socialisation primaire [12]. Selon Anne Muxel, « c'est à partir de 18 ans que peut se concrétiser, ou ne pas se concrétiser du reste, une série de passage à l'acte par lesquels se marque ce que l'on pourrait appeler l'entrée "officielle" en politique » [13]. À

partir d'une vaste étude quantitative menée en 1992, Patrick Le Galès souligne que les étudiants enfants de professions intermédiaires, d'ouvriers et d'employés sont plus sensibles aux causes écologistes. Ils se retrouvent sensiblement plus nombreux dans les UFR lettres et sciences humaines et sociales et dans les filières scientifiques où la sensibilité environnementale est affichée et répandue. Celui-ci pointe cependant les difficultés méthodologiques de saisir le sens de ces orientations politiques affichées et exprimées dans les questionnaires : « la générosité et l'altruisme s'expriment facilement dans un questionnaire, la réalité diffère sans doute très fortement » [14]. Les travaux plus récents de Geoffrey Players, en soulignant le rajeunissement des mobilisations périphériques au champ politique – activisme altermondialisme – permet de réactiver cette interrogation sur les formes d'engagements écologistes et leurs significations [15].

Cette analyse repose sur la mobilisation d'un terrain construit dans le cadre d'une thèse portant sur la fabrique sociale de l'écocitoyenneté alimentaire, dont une partie de ce terrain, ici mobilisé, interroge la manière dont les étudiants construisent leurs rapports aux pratiques de l'écocitoyenneté. Le paysage universitaire lyonnais est riche d'associations sportives, culturelles, et, pour une fraction organisée d'entre elles, écologistes. Les différentes associations regroupant les « étudiants écocitoyens » sont solidement ancrées au sein des universités et se déploient en dehors, au travers d'espaces associatifs ou militants non spécifiquement étudiants. Ce réseau ou cette nébuleuse écologiste étudiante se compose principalement d'associations proposant des projections ou tables rondes sur des thématiques environnementales, de collectifs éphémères se regroupant autour de la réalisation de projets en lien avec l'écologie et la vie étudiante, d'une structure étudiante de paniers organisée sur le principe des Amap, ainsi que d'organisations représentatives (Fac Verte Lyon, à l'activité très inégale et peu représentée dans les conseils centraux) ou politiques (Jeunes Écologistes, Parti de Gauche de manière plus marginale). L'activité de ce réseau se déploie ainsi essentiellement au travers de projets associatifs et vient travailler des thématiques correspondant aux modes de vie écologistes ou « écocitoyens » étudiants. Ce terrain est ici appréhendé sous l'angle de l'alimentation, facette dont ce tissu associatif s'empare abondamment. Au travers d'activités essentiellement axées vers la sensibilisation, c'est un travail social à destination des étudiants que développent ces associations, visant à promouvoir des pratiques alimentaires « responsables » ou « écocitoyennes ». C'est ainsi en périphérie de ces réseaux associatifs que s'est construit le terrain d'enquête mobilisé ici, essentiellement parmi les adhérents distancés

de l'association de panier en circuit-court. Le rapport de ces étudiants enquêtés aux pratiques politiques écocitoyennes est donc moins caractéristique d'un engagement ou d'un investissement politique que d'une forme d'engagement labile et distancié qui, pour Jacques Ion, se caractériserait par une « une participation davantage à la carte, une plus grande intermittence des adhésions, un moindre souci d'implantation durable et massive » [16].

Dans cette optique, une approche micro-sociologique a ici son importance, dans le sens où, comme peuvent le préciser Stéphane Beaud et Michel Pialoux, elle permet de « dépasser la “façade” qu'aiment offrir d'eux-mêmes les enquêtés » [17]. De plus, nous reprendrons ici l'affirmation selon laquelle « restreindre le travail intensif sur un nombre somme toute limité d'entretiens est d'une certaine manière faire confiance aux possibilités de cet instrument d'enquête, notamment celle de faire apparaître la cohérence d'attitudes et de conduites sociales, en inscrivant celles-ci dans une histoire ou une trajectoire à la fois personnelle et collective ». Stéphane Beaud invite ainsi à « se libérer du joug de la pensée statistique, ou plus précisément de l'espèce de Surmoi quantitatif qui incite le chercheur à multiplier le nombre de ses entretiens » [18]. Cette approche se propose donc ici de se donner les moyens d'analyser en profondeur la manière dont peuvent être appréhendées ces pratiques, en se structurant autour d'un profil principal. Ivan Bruneau démontre par ailleurs l'intérêt scientifique de s'attacher à un profil particulier, tout en alimentant l'analyse avec des données produites en parallèle [19].

Le profil analysé ici est celui de Chloé, 23 ans, étudiante en filière de musicologie, préparant un capes (pour la seconde fois, suite à un échec), issue d'une famille modeste, avec une mère auxiliaire de vie et un père employé d'une entreprise d'aménagement d'intérieur. Cette enquêtée est adhérente distanciée depuis deux ans à l'association étudiante de panier fonctionnant sur le modèle des Amap. Ne participant pas à d'autres formes de pratiques écocitoyennes (logement, transports, etc.), Chloé fréquente peu les espaces militants écologistes, et se contente de suivre les informations par réseaux sociaux en « passant de temps en temps » lors de rendez-vous associatifs où sont présentes des associations écologistes étudiantes. Les propos de Chloé traduisent une appréhension morale d'une part, c'est-à-dire une incapacité à produire des justifications argumentées et le recours à une codification bien/mal des pratiques, et d'autre part une traduction principalement diététique de

ses préoccupations. De plus, le recours à ces pratiques comme marqueurs d'une appartenance sociale se rend visible au sein de son discours.

Ainsi, cette analyse reprendra les trois points marquants de son discours, d'une part la mise à distance des milieux de l'écocitoyenneté et le maniement de codifications morales concernant ces pratiques, d'autre part le recours à des justifications diététiques sur la base d'une norme néo-hygiénistes, enfin le recours à ces pratiques et à leurs subjectivations comme marqueurs d'un positionnement social.

### **ASSIGNATION À LA DOMINATION**

À travers le discours de Chloé, il est possible de supposer que la manière d'appréhender l'association de panier et de se positionner à distance de celle-ci résulte de l'intériorisation d'une domination perçue bien au-delà de la seule association de panier. La distance entretenue par cette enquêtée avec cette association de panier, la justification employée (« la dernière fois, c'était ma première fois à aider [dans l'association de paniers]. Mais pas trop, non, j'ai un peu peur, je connais pas, ça prend du temps aussi... étape par étape... J'ai peur des gens qui sont militants, engagés, qui connaissent leurs trucs sur le bout des ongles » ) nous renvoie ainsi aux analyses de Pierre Bourdieu sur la production socialement autorisée de l'opinion et, en un sens, de la participation [20]. Autrement dit, le rapport entretenu par Chloé à l'association de panier ne serait autre que l'intériorisation d'une incompetence relative, moins en terme de positionnement sur une échelle sociale générale que de positionnement au sein d'un espace, un marché de biens symbolique sur lequel Chloé, et les autres enquêtés distanciés, sont en position de domination en détenant une quantité moindre de capitaux spécifiques militants, experts, sociaux que les promoteurs et organisateurs de ces pratiques. Sur la base d'une inégale répartition de capitaux spécifiques, l'espace social vient ainsi organiser une hiérarchie en son sein, autour de la polarisation exercée par les pratiques de l'écocitoyenneté. La construction de cette hiérarchie et sa nature s'exprime ainsi nettement à partir de la série d'entretiens menés par ailleurs auprès de participants distanciés, d'organisateur et de militants investis dans ces réseaux écologistes étudiants. Le profil de Chloé, comme celui des autres adhérents distanciés, est marqué non par une absence de socialisation politique (sur laquelle nous reviendrons), mais par une absence de socialisation militante ou associative, conditionnant sa position de dominée au sein de

l'espace social local. Les membres de l'association étudiante de panier, et plus largement le milieu de l'écocitoyenneté étudiante, participent ici à maintenir les adhérents distanciés à distance par la construction d'un cens caché [21], et participent ainsi à la crise de vocation soulevée dans la littérature scientifique concernant par exemple l'organisation (non spécifiquement jeune ou étudiante) des Amap [22]. Ces dimensions objectives se couplent de rapports subis et ressentis de domination à partir d'interactions concrètes, présentes non pas au sein de l'association de paniers, mais plus généralement au sein de l'espace social et du réseau associatif écocitoyen étudiant.

La nature des mécanismes de diffusion vient renforcer les constructions hiérarchiques par le recours à une violence symbolique s'exerçant à partir d'une culpabilisation de l'individu responsable. D'une part, les milieux écologistes viennent produire un amalgame, un floutage symbolique en fondant toutes les dimensions, parfois contradictoires, de la consommation citoyennes dans des catégories monolithiques, celles de la consommation « responsable », « citoyenne » ou plus généralement des « bonnes pratiques ». Les pratiques écocitoyennes sont ainsi encodées et présentées, dans les discours et communications, par un mille-feuille de justifications, faisant appel simultanément aux bénéfices démocratiques, sanitaires, environnementaux, sociaux, économiques, en particulier concernant les circuits-courts ou le végétarisme. Les différentes dimensions ne s'opposent ainsi pas, mais sont présentées comme fondamentalement indissociables, fondant le caractère absolu et universel des bienfaits à toutes les échelles des pratiques alimentaires écocitoyennes. D'autre part, dans cette approche revendiquée a-partisane et localisée des formes d'engagement, c'est le quotidien et le mode de vie qui devient le support des réformes écologiques. Autrement dit, l'individu lui-même devient individu responsable devant prendre sa place au travers de ses modes de vie dans un désordre globalisé.

La construction d'un référentiel de responsabilité individuelle, de la culpabilisation ou d'une conception disciplinaire des pratiques au nom d'enjeux globaux environnementaux s'inscrivent, selon Pascal Tozzi, dans une continuité, entre l'hygiénisme du XIXe et l'encodage « néo-hygiénisme » du développement durable au prisme « de la santé, du bien-être, de la salubrité ». Dès lors, il « ne s'agit plus simplement "d'hygiéniser" au sens médical de rendre physiquement propre, salubre et sain, mais au-delà de civiliser » [23]. Dans le sillage de Yannick Rumpala, l'espace social local, producteur et diffuseur de normes, se constitue en dehors des sphères ou des champs « politico-administratifs » [24], et se compose

ainsi des associations présentes dans l'espace social locales, associations de sensibilisation et de diffusion des pratiques écocitoyennes. L'association de panier, en tant que lieu convivial, est un espace d'évacuation des conflits [25], c'est-à-dire ici un espace où les injonctions ne sont pas ou peu explicitées, ou présentent sous une forme tacite d'invitation à l'adoption de « bonnes pratiques ». Autrement dit, les rapports constatés au sein de cette association ne peuvent être entendus qu'en prenant en compte sa position au sein d'un espace social où les injonctions peuvent se révéler bien plus directes et coercitives. L'expérience relatée par Chloé en terme d'appréhension de cette norme permet de saisir la violence symbolique pouvant être exercée et subie autour de la diffusion d'une injonction prenant appui sur une culpabilisation de l'individu-responsable. Ce rapport s'exprime en particulier ici lorsqu'elle aborde ses interactions avec l'association de végétaliens d'un de ses colocataires :

« Il était dans pas mal d'assos du campus, de végétaliens. Donc on les a accueillis chez nous à plusieurs reprises, et.. C'est ça aussi qui m'a un peu rebuté, dans ce mouvement un peu sectaire. Parce que quand on les a accueillis, bon, c'était vraiment sectaire. Tu manges de la viande, tu manges du saumon, bon ba laisse tomber quoi, pas de... C'était hermétique. C'est dommage parce que pour faire passer ses idées, il faut parler, être entendu... Voilà quoi, communiquer. Voilà, c'était un peu radical, un peu dur, l'effet était un peu moindre, parce qu'ils y allaient par force. Voilà, ils se foutaient de la gueule de ceux qui se disaient végétariens et qui mangeaient du poisson par exemple. Y'avait pas de demie-mesure »

Cette mise à distance critique vis-à-vis des injonctions trop directement ressenties se traduit fréquemment dans les propos tenus par les autres enquêtés par un rejet de « l'extrémisme », du manque de « tolérance » ou de la rigidité des détenteurs de cette norme morale. Ces adhérents distanciés se positionnent donc à bonne distance de cette norme comportementale et des entrepreneurs de norme usant d'un droit de regard sur les pratiques domestiques et d'une forme de violence symbolique

### **LA FORCE MORALE DES CATÉGORIES FLOUTÉES**

Si cette distance correspond à l'intériorisation d'une domination et d'une illégitimité face à l'emprise d'une norme parfois disciplinaire, elle ne limite pour autant pas sa reprise par ces consommateurs distanciés. L'appropriation de cette norme est revendiquée « imparfaite », qui

plus est dans le cadre d'entretiens, ce qui peut être analysé comme une manière de s'emparer de cette norme en se dédouanant de tout impératif de compétence experte.

« Ce que j'ai compris dans l'asso de paniers, c'est que le producteur, c'est un paysan du coin, dans une agriculture raisonnée... C'est bien... Moi ça me plaît, c'est éthique... Je sais pas. Et puis il habite pas loin, donc les transports sont moindres, donc du coup, ça fait vivre les gens qui sont à côté de nous... Je sais pas. C'est assez naïf, parce que je suis pas vraiment... approfondi dans le militantisme bio et je ne sais quoi.. C'est vrai que je m'en satisfais, je devrais plus me pencher là dessus, parce que c'est important, mais... Bon.... »

Cette stratégie d'appropriation offre peu le flanc à la critique dès lors que les possibilités de précision et de traduction concrètes restent faibles et surtout qu'elles entendent le rester. Ce contournement d'une incompétence relative s'apparente ici à une stratégie d'appropriation par adaptation des termes de cette norme, en venant admettre la non-maîtrise de cette norme exprimée à partir de catégories floues ou relativement abstraites. Cet usage du flou est analysé par Luc Boltanski, pour qui, « c'est parce qu'elle demeure vague au sens de relativement indéfinie et de relativement indéterminée, malgré le travail de définition sociale dont elle fait l'objet ou, plutôt, à travers lui, que la catégorie peut exercer des fonctions d'amalgame et de neutralisation des antagonismes les plus puissants sur une fraction étendue de l'espace social » [26]. Ce travail de conversion sur la base d'une appropriation distanciée participe à l'évacuation des dimensions réflexives et savantes pour en conserver une signification morale sur la base de catégories floues ou générales (« c'est un paysan du coin, dans une agriculture raisonnée... C'est bien... Moi ça me plaît, c'est éthique... Je sais pas »). Encodée en des termes moraux consensuels, cette norme peut être appropriée, reprise ou revendiquée par ces enquêtés. La reprise de cette norme s'effectue ainsi sur une catégorisation « bien/mal » des pratiques, sur une formulation éthique de l'opinion, démontrant au passage la force de légitimation des catégories détenues et produites par les réseaux associatifs, conservant leur pouvoir d'encodage moral légitime, y compris une fois évacués les argumentaires qui les composent. La reprise, sous cette dimension morale, des enjeux globaux éthiques et politiques qui sous-tendent les pratiques écocitoyennes correspond également à des caractéristiques objectives liées à la position sociale occupée : un capital culturel élevé, une socialisation politique au sein de la cellule familiale, etc. [27 ; 28 ; 29]. Si les parents de Chloé ne sont pas militants, les discussions politiques ont néanmoins été fréquentes, conditionnant ainsi cette enquêtée à un intérêt pour la politique, influençant directement cette



posture à la fois de rejet et néanmoins concernée, conditionnant la reprise morale de cette norme de la consommation écocitoyenne.

En opérant ce travail d'appropriation distanciée de la norme comportementale, Chloé et les autres adhérents distanciés, s'enroprient les termes et se rendent aptes à s'en revendiquer, devenant par ailleurs eux-mêmes des passeurs. L'exemple le plus marquant et le plus répandu est la manière dont ces enquêtés tentent à leurs tours d'exercer une influence auprès de leurs parents, c'est à dire auprès de ce ceux dont ils sont fréquemment le plus proche en terme de socialisation. Ils viennent ainsi troquer une posture dominante, relativement aux militants et membres localement actifs de l'écocitoyenneté, contre une posture de détenteur d'une norme face à des personnes occupant une position plus éloignée, moins détentrices de capitaux légitimant un discours autorisé sur la question. Ces enquêtés se revendiquent ainsi de l'étiquette « écolo », c'est le cas de Chloé auprès de ses collègues étudiants et de ses parents (étiquette pouvant être mobilisée ou masquée selon les espaces d'interaction, selon bénéfice valorisant qu'elle est susceptible d'apporter). Au-delà de l'adoption de ces pratiques, l'enjeu est donc de savoir comment se construisent les subjectivations à partir de cette position distanciée, comment s'articulent ces pratiques avec leurs dimensions citoyennes supposées.

### **LA PRÉOCCUPATION DIÉTÉTIQUE COMME SUPPORT D'UNE REVENDICATION CITOYENNE**

L'appropriation et la retraduction de cette norme trouvent un support au travers des préoccupations alimentaires sanitaires ou diététiques de Chloé. Ainsi, l'appropriation de cette norme morale s'apparente à l'apprentissage du maniement d'instruments ou de ressources venant construire un univers de sens légitime. Au travers de ces espaces de socialisation, les enquêtés revendiquent l'apprentissage et l'acquisition de savoir-faire, concernant la cuisine. Pour ces étudiants reconstruisant leur rythme de vie, les pratiques écocitoyennes s'apparentent à une boîte à outils permettant de reconstruire des habitudes et modes de vie visiblement présents au sein de la cellule familiale ou dans la prime socialisation. Chloé fait ainsi remonter ses préoccupations diététiques à une période bien antérieure à son entrée à l'Université et à sa socialisation opérée auprès des mouvements de l'écocitoyenneté.

« A l'adolescence, la puberté m'a fait prendre des kilos, ça m'a pas fait très plaisir, et j'ai pris conscience à l'adolescence, dans un souci de séduction d'abord et aussi d'amour propre, j'ai voulu faire un espèce de régime, et comme les régime sur moi, ça ne marche pas depuis l'âge de 14 ans, je me suis dit, bon, qu'il fallait que je prenne en main ma vie par rapport à la nourriture... »

« C'était un moment [l'entrée dans l'association] où je cherchais à manger mieux, pour un souci d'abord diététique, légume, fruits, tout ça, et puis ensuite après je me suis dit que ce serait quand même pour... Ba pour manger plus de légumes déjà, et des produits de qualités, et en plus faire marcher le commerce local, et finalement c'est venu facilement à moi »

Tout se passe dès lors comme si cette norme de la « bonne consommation » offrait une possibilité de justifier et de légitimer cette sensibilité, justification qui s'opère d'autant plus facilement que le travail d'amalgame visant à fondre en un seul bloc sensibilité néo-hygiéniste et valorisation d'une action citoyenne en un seul bloc de la « bonne consommation » est opéré par les réseaux militants. Chloé mobilise ainsi la norme comportementale moralisée au prisme de ses préoccupations sanitaires, en mobilisant en toile de fond les principes d'engagement comme justification tacite, comme escorte sémantique venant justifier la légitimité de ces préoccupations au nom d'enjeux globaux mal maîtrisés.

### **LE RECOURS AUX DÉLÉGATIONS ET ALLÉGEANCES SOCIALES**

L'organisation de l'espace social local, la structuration en réseaux d'interconnaissance, en relations interpersonnelles, viennent agir comme un ensemble de rouages de diffusion, de retraduction ou d'adaptation de cette norme. Ainsi, le discours de Chloé laisse apparaître le rôle joué par son colocataire végétarien dans son appréhension de cette norme, au-delà même du rapport conflictuel entretenu par Chloé avec l'association dont son colocataire était membre. L'influence de cette personne dans son entourage nous renvoie ici aux travaux de Paul Lazarsfeld et Elihu Katz sur les influences interpersonnelles exercées au sein des groupes sociaux par les leaders d'opinion tels que les nomment ces deux auteurs, précisant que « "leader" n'est peut-être pas toujours le mot le plus approprié, bien sûr : personne la "plus entreprenante" ou la "plus populaire" peut davantage correspondre à certaines situations » [30]. Dans leur étude, Paul Lazarsfeld et Elihu Katz fonctionnent par

auto-désignation, au travers d'entretiens, pour identifier ces leaders d'opinion, une personne donnée étant amenée à désigner elle même la personne jouant un rôle important dans son entourage concernant un thème donné. Aux dires mêmes de Chloé, son colocataire remplit ici le rôle de leader d'opinion en venant « orienter » ses choix et, surtout, en venant rendre acceptable aux yeux de Chloé l'injonction de cette norme du fait du rapport amical liant ces deux personnes.

« Mon coloc m'a pas mal orienté dans mes choix.[...] Il nous a un peu imposé son style de vie. Au début, on avait chacun nos petits trucs, et voilà, au bout d'un moment, il supportait plus l'odeur de la viande qu'on faisait griller, tout ça, donc on cachait la viande dans le frigo, mais voilà, ça lui suffisait pas, du coup c'est vrai qu'après, je me suis dit que c'était peut-être l'occasion, dans son refus de voir à ses yeux qu'on mangeait des choses dégueulasses, ba de voir comment c'est la nourriture végétalienne. »

De plus, au-delà de ces influences, l'adoption de ces pratiques et des éléments sémantiques correspond à l'affirmation d'une proximité culturelle et sociale, dépassant amplement la seule dimension alimentaire ou citoyenne de ces pratiques. Nous pouvons ainsi supposer, dans le sillage de Paul Lazarsfeld et Elihu Katz, qu'un « leader culturel », en étant un « modèle » concernant les pratiques culturelles, induit une influence de par sa vision du monde, en construisant et légitimant des catégories éthiques. Nous pouvons dès lors supposer que le leader d'opinion n'est pas uniquement celui exprimé sous forme de référence directe, dans les entretiens, sur des questions de politique ou d'engagement, mais qu'il s'agit également de référents culturels. Nous retrouvons encore une fois ici les propos de Paul Lazarsfeld et Elihu Katz, montrant la force de corrélation entre des catégorisations de leader liées : à la compétence supposée d'un individu sur un registre politique ; à l'influence de celui-ci sur les opinions du groupe ; au souhait de proximité amicale des membres du groupe envers l'individu. Cela justifie le fait que les « intérêts et valeurs partagés [du groupe] sont un réquisit à l'influence et au leadership », dit autrement, « le leader doit adopter les normes du groupe » [31]. Ainsi, le leader est leader parce qu'il correspond aux normes culturelles et sociales du groupe, parce que son interlocuteur peut s'identifier à lui et à ce qu'il représente. Ce leader incarne ainsi ces normes au sein d'un groupe et représente une forme de désirabilité sociale. Au travers de la figure de son colocataire, c'est ainsi moins la présence de quelqu'un d'informé ayant rationnellement orienté ses choix dont parle Chloé, mais plus de la

reconnaissance de ce colocataire comme modèle culturel et dès lors social. De la même manière, Chloé affirme une appartenance à « l'image sociale » des organisateurs de l'association de panier telle qu'elle le traduit :

« C'est des hippies, un peu à l'asso de panier. Enfin, si, ça se voit, les pantalons larges et tout.. Enfin moi j'aime bien, je trouve ça chouette. Ça me plaît... C'est aussi pour ça que j'y vais.

- [intervieweur] Et toi, tu te considères comme une hippie ?

- (rire)... Ouais, peut-être bien que... que j'en suis une, après tout, ouais (nouveau rire) »

L'adoption des pratiques, des éléments de langage et de subjectivation sous une forme morale qu'elle ne parvient pas à justifier, la désignation de personnes influentes qui ont pour attributs non seulement leurs connaissances ou capitaux militants, mais également des attributs socioculturels valorisés, viennent ainsi conférer à ces pratiques une importance symbolique en terme de revendication d'une appartenance sociale. Le discours de Chloé est ainsi ponctué de valorisations concernant ceux qui voyagent à vélo, qui savent cuisiner, qui ont une vie culturelle riche, etc. donnant ainsi un relief particulier, bien au-delà de la seule écocitoyenneté alimentaire, à la manière dont elle se positionne comme homologue des « hippies ». Il en va de même pour son colocataire, dont elle valorise le parcours (musicologie également, ayant passé son capes visiblement sans difficulté), les engagements associatifs, la capacité argumentaire (plus que les arguments eux-mêmes dont elle ne peut retraduire la teneur). Pour Chloé, qui valorise les engagements associatifs sans avoir pu entrer dans ce milieu (faute de capitaux nécessaires à son assurance), qui peine à préparer son capes suite à son échec de l'année précédente en se comparant ainsi à son colocataire « il est bien plus doué que moi », la figure de ce leader s'apparente à celle d'un fantasme social dont elle valorise les attributs : l'intelligence, l'engagement, la subversion.

Au travers des personnes influentes, ce sont des images sociales dont Chloé revendique une proximité en affichant la reproduction des pratiques et des catégories (« faire marcher le commerce local ; l'agriculture raisonnée ; le paysan du coin ») sans être en mesure de les justifier. Ce ne sont ainsi pas les porteurs prosélytes de la norme, ceux dont le discours induit une violence symbolique ressentie, qui influencent directement Chloé dans ses choix et

subjectivations, mais ceux qui, en intermédiaires, se positionnent comme modèles sociaux d'une part, comme détenteurs d'un discours assoupli d'autre part. Par leur présence, ces leaders ou intermédiaires convertissent l'injonction parfois violente à la « bonne consommation » en une désirabilité sociale, en tant que leaders ou modèles culturels rendant cette norme non plus coercitive, mais valorisante pour Chloé, au regard de la symbolique de proximité avec ces personnes que ces pratiques et catégories représentent. La figure du leader n'est en revanche pas toujours identifiable dans le discours des autres enquêtés, laissant place à l'invocation du groupe restreint, de l'entourage proche où « tout le monde partage plus ou moins le même avis ». Cela ne signifie pas que les autres personnes n'apparaissant pas explicitement comme leaders ne jouent pas ce rôle, mais peut-être plus simplement que leurs propos sont solubles dans un ensemble consensuel (donc anonymisant) propre au groupe primaire d'appartenance rendant lui-même la formulation de cette norme moins directement violente. Nous sommes donc ici à la frontière entre influences personnelles et influences collectives liées aux groupes primaires.

La figure de ces leaders est ainsi opposée à des figures repoussoirs, permettant de mobiliser ces pratiques écocitoyennes et ce qu'elles représentent pour construire des frontières symboliques. Si les termes de cette critique se formulent avant tout concernant les pratiques d'alimentation (« Lui, pâtes-fromage, ça va très bien, ça suffit à son hygiène de vie. Café aussi... C'était vraiment type bouffe étudiante, y'a pas de plaisir à manger » concernant son autre colocataire), elles débordent là encore de ce seul domaine pour prendre une envergure culturelle et sociale. Ces catégorisations agissent comme ressources sociales de classement et se présentent comme véritable opération de réification des mythologies du « beauf » et du « bobo » décrites par Gérard Mauger. Classe moyenne ou petite-bourgeoisie intellectuelle, cette fraction du social se construit en négatif tant des classes dominantes que des autres classes qu'elles dominent par leurs capitaux culturels. La condition d'étudiant est ainsi un révélateur de cette condition de classe dans les discours, entre disqualification des « beaufs », « héros négatif de la "France profonde" » [32], ceux qui ne savent pas, qui n'ont pas l'instruction nécessaire dans cette injonction à la civilisation des modes de vie, et rejet des « bourgeois » qui, en tant que dominants, sont les responsables désignés de la production de la culture de masse et du consumérisme. Ces mêmes catégorisations sont amplement mobilisées pour catégoriser et classifier le monde étudiant lui-même, sur la base de même processus de disqualification, allant des « modes de vie étudiants », des « filières scientifiques où les

étudiants ont pas de culture » (les « beaufs étudiants » en somme), aux filières d'économie, de droit et aux grandes écoles abritant une bourgeoisie dont Chloé se distingue en parlant de personnes froides et hautaines à l'opposé des « hippies » dont elle se revendique proche (Chloé étudie sur le campus regroupant les filières Lettres, Musicologie, Droit, Économie). Ainsi, pour reprendre Hubert Billefont « les oppositions de classes sont masquées et réactivées sous d'autres formes par le simple fait d'être retraduites et déplacées sur le terrain non formalisé de la "vie quotidienne", de la vie publique et des pratiques "citoyennes" » [33].

## CONCLUSION

L'encodage diététique opéré par Chloé provient probablement autant d'une traduction réalisée sur la base de socialisations antérieures et d'une sensibilité spécifique que d'une légitimation de cette sensibilité effectuée par les espaces de production du discours sur l'écocitoyenneté. Cet usage de la norme de la bonne consommation est rendu possible par le travail réalisé en amont venant consacrer le néo-hygiénisme comme support légitime de subjectivation des pratiques écocitoyennes dès lors que cette préoccupation est présentée comme indissociable et complémentaire des préoccupations altruistes ou politiques qui fondent la légitimité morale de l'écocitoyenneté. De plus, pour reprendre les termes de Paul Lazarsfeld et Elihu Katz, les propos de Chloé traduisent la construction d'un « climat social autoritaire » concernant les modes d'imposition de cette norme. La participation du citoyen, pudiquement présenté par l'image du colibri ou celle de la libre participation correspond plutôt à l'assignation à une position dominée sur le marché des biens symboliques polarisé autour d'une norme des « bonnes pratiques » de consommation.

Pour autant, ce que nous apprend le profil de Chloé, et ce que confirment les profils étudiés en parallèle, est que l'appréhension de cette norme est indissociable de sa diffusion et dès lors de sa traduction sociale. Yannick Rumpala développe une approche stimulante du travail de production de la consommation durable, forme de gouvernementalité en grande partie produite et stimulée en dehors de la sphère « politico-administrative » où « se trouve mis en forme et diffusé un cadre normatif qui s'apparente à un code de conduite, sur lequel sont censés s'aligner les styles de vie » ; « le levier n'est donc pas celui de la contrainte, mais de la stimulation d'une motivation, particulière cependant puisqu'elle doit se rallier à une forme d'obligation, mais sans que cela soit vécu comme une obligation » [34]. Cette proposition

reste cependant théorique et ne donne pas ou peu d'éléments concrets sur les voies par lesquelles ce cadrage normatif se diffuse ni surtout sur les modes d'appréhension et les usages des consommateurs de ces éléments normatifs. Les figures intermédiaires, les amis, les proches, les membres d'associations, ceux qui, par leurs capitaux, sont détenteurs d'une légitimité à manier la norme sans en être les plus virulents promoteurs sont ceux qui incarnent la désirabilité sociale dans l'entourage de l'enquêtée. Ces intermédiaires participent d'une part très largement à la diffusion de la norme écocitoyenne de la bonne consommation et à ses subjectivations, et d'autre part à l'usage classant de cette norme. L'adoption de ces pratiques, le partage d'un langage commun et d'une morale commune agissent ainsi comme des marqueurs symboliques d'une proximité avec ces modèles sociaux en même temps qu'elle agit comme affirmation symbolique d'une mise à distance d'un ensemble de repoussoirs sociaux.

De plus, les travaux universitaires et les milieux militants eux-mêmes pointent la diversité des justifications pouvant venir s'opposer [35], l'individualisme diététique remplaçant l'altruisme pur. Il est néanmoins possible d'affirmer que ces dimensions plurielles ne s'opposent pas, mais sont fondues un seul bloc. C'est parce que la dimension diététique est rendue soluble, au travers d'une norme néo-hygiéniste, dans la participation citoyenne que Chloé se revendique de cette participation (de manière au moins théorique) tout en admettant des préoccupations essentiellement diététiques. La frontière évanouie entre ces différentes dimensions confère à la norme de la consommation citoyenne tant sa force de diffusion (en devenant polymorphe, nous l'avons vu pour Chloé) que sa retraduction en pratiques socialement classantes, en rendant (inversement) l'engagement citoyen soluble dans la distinction sociale. C'est ainsi probablement sur l'articulation entre modes de vie et engagement citoyen que l'analyse du profil de Chloé est le plus concluant. L'effet normatif des modes de vie nous amène à penser cette forme de participation citoyenne comme un acte irréductiblement social. Dès lors, les pratiques, et a fortiori leurs subjectivations, agissent comme symbolique d'appartenance sociale. En affirmant une appartenance, l'individu se distingue des autres groupes, des autres composantes sociales, des autres référentiels culturels, au travers d'une catégorisation sociale « eux-nous ». Si le « goût classe et classe celui qui classe »[36], il semble en aller de même pour ces pratiques écocitoyennes. La dimension interactionniste, d'individu à individu, n'est en elle-même pas suffisante pour penser l'opinion tant celle-ci agit comme affirmation d'un ancrage culturel collectivement porté. Ce n'est pas

seulement face aux autres, amis ou collègues, que l'on exprime une appartenance, mais c'est avec eux que l'on exprime une distinction face au reste du monde social subjectivement et collectivement perçu. La distinction est donc ici en soi un acte citoyen de catégorisation, de généralisation et d'opposition. En exprimant non pas une justification argumentée de sa participation citoyenne, mais une allégeance culturelle et donc sociale, Chloé use de ces pratiques écocitoyennes comme des pratiques distinctives comme les autres, c'est à dire endossant des objectifs inavoués plus proches de l'affirmation d'une position sociale que de préoccupations éthiques et collectives. Loin d'être réduit à un seul profil, cette reproduction de la distinction au travers de « nouvelles » pratiques d'expression citoyenne se retrouve, configurée différemment selon les profils, chez un ensemble d'enquêtés distanciés. Ainsi, l'usage opéré par Chloé est sans doute moins le résultat d'une conversion particulière ou individuelle que le signe d'une entreprise sociale qui, en venant adosser des engagements citoyens à des pratiques domestiques de consommation socialement situées, vient rendre possible le fait de draper des habitus de classe dans les habits glorifiants de l'engagement citoyen.

## **RÉFÉRENCES**

- 1 Michelle Dobré, L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire (Paris : L'Harmattan, 2002)
- 2 Sophie Dubuisson-Quellier, « De la souveraineté à la gouvernance des consommateurs : l'espace du choix dans la consommation », L'économie politique 3, n. 39 (2008) : 21-31.
- 3 Jean Paul Bozonnet, « L'écologisme en Europe : les jeunes désertent », in Les jeunes Européens et leurs valeurs, éd. par Olivier Galland et Bernard Roudet (Paris : La Découverte, 2005)
- 4 Geoffrey Pelyers, « Jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in Jeunesses engagées, éd. par Valérie Becquet (Paris : Syllepse, 2014)
- 5 Michelle Dobré, L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire (Paris : L'Harmattan, 2002), 10.
- 6 Simon Cottin-Marx, Stéphanie Cabantous, « Les Amap : agir local pour agir global. Entretien avec Stéphanie Cabantous, porte-parole du Miramap », Mouvements 3, n.75 (2013) : 21-30.



- 7 Lamine Claire, *Les intermittents du bio. Pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergeant* (Paris : Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 2008)
- 8 Alice Krieg-Planque, « La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et société* 4, n.134 (2010) : 5-29.
- 9 Jérôme Boissonade (dir.), *La ville durable contestée. Le dynamiques urbaines dans le mouvement critique* (La Plaine Saint Denis : Petra, 2015)
- 10 Pascal Tozzi, « Ville durable et marqueurs d'un « néo-hygiénisme » ? Analyse des discours de projets d'écoquartiers français », *Norois* 2, n.227 (2013) : 97-113.
- 11 Sandrine Nicourd, « Les engagements ont-ils vraiment changé ? », *Sociologies pratiques* 2, n.15 (2007) : 1-5.
- 12 Stéphane Beaud, "80 % au bac"... et après ? *Les enfants de la démocratisation scolaire* (Paris : La Découverte, 2002)
- 13 Anne Muxel, « La formation des choix politiques » in *L'identité politique* éd. par Jacques Chevallier (Paris : PUF, 1994) : 72.
- 14 Patrick Le Galès, « Les étudiants, la politique et la société », in *Le monde des étudiants* éd. par Olivier Galland (Paris : PUF, 1995) : 162.
- 15 Geoffrey Pelyers, « Jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in *Jeunesses engagées*, éd. par Valérie Becquet (Paris : Syllepse, 2014)
- 16 Jacques Ion, *La fin des militants ?* (Paris : Ed. de l'Atelier, 1997) : 79.
- 17 Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « Préface », in *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, éd. Par Nicolas Renahy (Paris : La Découverte, 2005) : 10.
- 18 Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix* 9, n.35 (1996) : 226-257.
- 19 Ivan Bruneau, « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix* 15, n.57 (2002) : 183-211.
- 20 Pierre Bourdieu, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 16, n.16 (1977) : 55-89.
- 21 Daniel Gaxie, *Le cens caché*, (Paris : Seuil, 1978)
- 22 Patrick Mundler (dir.), *Fonctionnement et reproductibilité des AMAP en Rhône Alpes, Rapport final ISARA* (Lyon : 2006)
- 23 Pascal Tozzi, « Ville durable et marqueurs d'un « néo-hygiénisme » ? Analyse des discours de projet d'écoquartiers français », *Norois* 2, n.227 (2013) : 106.

- 24 Yannick Rumpala, « La “consommation durable” comme nouvelle phase d’une gouvernementalisation de la consommation », *Revue française de science politique* 59, n.5 (2009) : 967- 996.
- 25 Camille Hamidi, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l’immigration », *Revue française de science politique* 56, n.1 (2006) : 5-25.
- 26 Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d’un groupe social* (Paris : Éditions de Minuit, 1982) : 482.
- 27 Pierre Bourdieu, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 16, n.16 (1977) : 55-89.
- 28 Patrick Le Galès, « Les étudiants, la politique et la société », in *Le monde des étudiants* éd. par Olivier Galland (Paris : PUF, 1995)
- 29 Anne Muxel, *L’expérience politique des jeunes* (Paris : Presses de Science Po, 2001)
- 30 Elihu Katz et Paul Lazarsfeld, *Influence personnelle : ce que les gens font des médias* (Paris : Colin, [1955] 2008) : 95.
- 31 Elihu Katz et Paul Lazarsfeld, *Influence personnelle : ce que les gens font des médias* (Paris : Colin, [1955] 2008) : 98.
- 32 Gérard Mauger, « Mythologies. Le « beauf » et le « bobo » », *Lignes* 3, n.45 (2014) : 134.
- 33 Hubert Billefont, *L’écologie politique : Une idéologie de classes moyennes*, Thèse de Doctorat de Sociologie sous la direction de Durand Jean-Pierre (Université d’Evry Val d’Essonne : 2006) : 202
- 34 Yannick Rumpala, « La “consommation durable” comme nouvelle phase d’une gouvernementalisation de la consommation », *Revue française de science politique* 59, n.5 (2009) : 967- 996.
- 35 Lamine Claire, *Les intermittents du bio. Pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergent* (Paris : Éd. de la Maison des Sciences de l’Homme, 2008)
- 36 Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement* (Paris : Les Éditions de Minuit, 1979) : 6.